



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 53.850/4
du 23 septembre 2013

sur

un avant-projet de loi 'portant
des dispositions diverses –
partie II - modification de la loi
du 15 décembre 1980 sur
l'accès au territoire, le séjour,
l'établissement et
l'éloignement des étrangers'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 53.850/4
van 23 september 2013

over

een voorontwerp van wet
'houdende diverse
bepalingen – deel II - wijziging
van de wet van
15 december 1980 betreffende
de toegang tot het grondgebied,
het verblijf, de vestiging en de
verwijdering van
vreemdelingen'

Le 23 juillet 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 30 septembre 2013^(*), sur un projet avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses – partie II - modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 23 septembre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 septembre 2013.

^(*) par courriel du 26 juillet 2013.

*

Op 23 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 30 september 2013^(*) een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse bepalingen – deel II - wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 23 september 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 september 2013.

^(*) Bij e-mail van 26 juli 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ne ressort d'aucune des pièces communiquées au Conseil d'État que l'examen préalable de la nécessité de procéder à une évaluation d'incidence au sens de l'article 19/1 de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' a bien été réalisé.

Si ce n'est chose faite, cet examen préalable devra donc encore être accompli, ainsi que, s'il y a lieu, l'évaluation d'incidence subséquente.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'avant-projet de loi à l'examen est présenté comme constituant le titre unique de la partie II d'un avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses', alors qu'il s'agit d'un avant-projet de loi isolé. Il ne contient par ailleurs pas d'arrêté de présentation ni d'article 1^{er}, conformément à l'article 83 de la Constitution ¹.

L'avant-projet sera dès lors revu afin de contenir un intitulé indiquant clairement son objet ², un arrêté de présentation ³ et un article 1^{er} rédigé comme suit :

« La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution ».

2. Comme l'indique l'article 2 de l'avant-projet de loi à l'examen, celui-ci vise à transposer, en tout ou en partie, différentes directives européennes. Le commentaire des articles précise, d'une part, quelles sont, parmi les diverses dispositions de l'avant-projet de loi, celles qui tendent à transposer les directives concernées, et, d'autre part, quelles sont les dispositions de ces directives qui sont transposées par les dispositions de l'avant-projet de loi.

Il convient en plus d'annexer au projet de loi qui sera soumis au Parlement deux tableaux de correspondance, le premier mentionnant, au regard des différentes dispositions des directives concernées les dispositions en projet qui en assurent la transposition, le second donnant la correspondance entre les dispositions de l'avant-projet de loi et celles des directives.

¹ Voir également l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

² Voir *Principes de technique législative. Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 11 à 14.

³ *Ibid.*, recommandations n^{os} 226 à 228.

Ces tableaux sont en effet très utiles non seulement pour l'assemblée législative saisie de ce projet mais aussi pour les destinataires des règles :

a) ils permettent à l'assemblée législative de se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens mis en œuvre par l'auteur du projet pour atteindre le résultat exigé par la directive ;

b) ils permettent d'éviter que l'exercice du droit d'amendement n'excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen laisse aux États membres ;

c) ils permettent d'éviter que l'assemblée législative n'envisage de compléter la transposition par l'adoption de dispositions qui existent déjà dans l'ordre juridique interne ou qui relèvent de la compétence d'une autre autorité ;

d) ils permettent aux destinataires des règles législatives de connaître leur origine ⁴.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Articles 6 et 7

Il convient d'intervertir les articles 6 et 7 afin de respecter l'ordre des dispositions modifiées.

Article 7

Au 1^o, il convient d'écrire :

« 1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, [...] ».

Article 8

Il convient également d'insérer, au paragraphe 4, les mots « et 4^o » entre les mots « § 1^{er}, alinéa 2, 3^o » et les mots « il le communique ».

Articles 17, 18, 19 et 21

1. À la suite des modifications qui seraient apportées aux articles 42^{ter} et 42^{quater} de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' (articles 17 et 18 de l'avant-projet), l'obligation qui incombe actuellement au ministre ou à son délégué de tenir compte « de la durée du séjour de l'intéressé dans le Royaume,

⁴ *Ibid.*, recommandations n^{os} 191 à 194.

de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine », avant toute décision de mettre fin au séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, ne trouverait plus à s'appliquer que dans une seule hypothèse, à savoir lorsqu'il s'agit d'apprécier si ce ou ces membres constituent une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du Royaume. En outre, parmi les différents critères à prendre en considération en vertu des articles 42*ter* et 42*quater* actuels, critères identiques à ceux visés à l'article 28, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 'relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE', seul est expressément repris dans les dispositions en projet le critère de la « durée du séjour dans le Royaume ». Cessent, par contre, d'être expressément consacrés les critères de l'« âge », de l'« état de santé », de la « situation familiale et économique », de « l'intégration sociale et culturelle » et de « l'intensité (des) liens (de la personne) avec son pays d'origine », les articles 18 et 19 de l'avant-projet substituant à ces critères celui, générique, de la « situation personnelle » de la personne, sans que le commentaire de ces articles ne fournisse de justification à cette modification ⁵.

Par ailleurs, la modification apportée à l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980 (article 21 de l'avant-projet) obligerait expressément le ministre ou son délégué à ne devoir tenir compte de ces différents critères que lorsqu'il est envisagé de mettre fin au séjour d'un membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne pour des raisons d'ordre public, de sécurité nationale ou de santé publique ⁶.

Une telle façon de légiférer, qui aurait pour conséquence qu'un examen de la proportionnalité ne devrait plus être effectué avant toute décision de mettre fin au séjour de membres de la famille d'un citoyen de l'Union européenne prise en application des articles 42*ter* et 42*quater*, de la loi du 15 décembre 1980, ne semble pas assurer une transposition correcte des articles 15, paragraphe 1, 28, paragraphe 1, et 31, paragraphe 3, de la directive 2004/38/CE ⁷, dont la lecture combinée semble permettre de considérer, au titre des « garanties procédurales » qui doivent s'appliquer par analogie à ce type de décision, que l'obligation d'examiner la proportionnalité d'une mesure d'éloignement sur la base notamment des critères visés par l'article 28, paragraphe 1, de la directive, s'impose également lorsque l'autorité envisage d'éloigner un membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne « pour des raisons autres que d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique ». Sans doute convient-il de maintenir l'alinéa 3 dans les actuels articles 42*ter* et 42*quater* et de prévoir, soit dans un alinéa nouveau, soit dans l'alinéa 2 qui serait rétabli, les critères à prendre spécifiquement en compte pour apprécier, en outre, si le membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne constitue ou non une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du Royaume.

⁵ On peut toutefois observer que les critères repris dans les dispositions en projet sont énumérés dans le considérant (16) de la directive 2004/38/CE

⁶ Le commentaire de l'article dans l'exposé des motifs se réfère cette fois de manière expresse à l'article 28, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE

⁷ Pour les membres de la famille de ressortissants de pays tiers, voir l'article 17 de la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 'relative au droit au regroupement familial'.

2. Une observation analogue peut être formulée pour la modification apportée à l'article 42*bis* de la loi du 15 décembre 1980 (article 17 de l'avant-projet), lorsqu'il s'agit de mettre fin au droit de séjour du citoyen de l'Union européenne, dans la mesure où la disposition en projet ne vise, elle aussi, que la seule hypothèse dans laquelle il y a lieu d'examiner si le citoyen de l'Union européenne constitue une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du Royaume.

3. Il est vrai que l'article 45 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que le citoyen de l'Union européenne et les membres de sa famille qui ont un droit de séjour dans le cadre d'un séjour d'au moins un an ne peuvent être éloignés du territoire que par arrêté royal d'expulsion, après avis de la Commission consultative des étrangers, et que la modification apportée à l'article 20 de la loi du 15 décembre 1980 (article 14, 2°, de l'avant-projet) aura précisément pour effet qu'il devra être procédé à un examen de la proportionnalité lors de la prise de cet arrêté d'expulsion, examen opéré sur la base des critères « de la durée du séjour dans le Royaume, de l'âge de la personne concernée, des conséquences pour la personne et les membres de sa famille, ainsi que de l'existence ou de l'absence de liens avec le pays d'origine ».

La question se pose cependant de savoir si ces deux dispositions permettent de couvrir toutes les hypothèses dans lesquelles peut être prise, au sens de l'article 15, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE, une « décision limitant la libre circulation d'un citoyen de l'Union ou des membres de sa famille [...] pour des raisons autres que d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique ».

4. Les articles 17, 18 et 19 de l'avant-projet seront réexaminés et, le cas échéant, revus à la lumière des observations qui précèdent, de manière à garantir la parfaite transposition de la directive 2004/38/CE. L'exposé des motifs sera en tout état de cause complété sur ce point.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit geen van de aan de Raad van State overgezonden stukken blijkt dat het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren in de zin van artikel 19/1 van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ heeft plaatsgevonden.

Mocht zulks nog niet geschied zijn, moet dat voorafgaand onderzoek en, indien nodig, de daaropvolgende effectbeoordeling dus nog worden uitgevoerd.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het voorliggende voorontwerp van wet wordt voorgesteld als de enige titel van deel II van een voorontwerp van wet ‘diverse bepalingen’, terwijl het om een afzonderlijk voorontwerp van wet gaat. Het bevat trouwens noch een indieningsbesluit, noch een artikel 1, overeenkomstig artikel 83 van de Grondwet.¹

Het voorontwerp moet bijgevolg aldus herzien worden dat het opschrift duidelijk het onderwerp² ervan vermeldt en het voorontwerp een indieningsbesluit³ en een als volgt luidend artikel 1 bevat:

“Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.”

2. Zoals in artikel 2 van het voorliggende voorontwerp van wet aangegeven wordt, voorziet het in de volledige of de gedeeltelijke omzetting van verscheidene Europese richtlijnen. In de artikelsgewijze commentaar wordt aangegeven, ten eerste, welke van de onderscheiden bepalingen van het voorontwerp van wet tot de omzetting van de betrokken richtlijnen strekken en, ten tweede, welke bepalingen van die richtlijnen omgezet worden bij de bepalingen van het voorontwerp van wet.

¹ Zie ook artikel 2, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 11 tot 14.

³ *Ibid.*, aanbevelingen 226 tot 228.

Daarenboven zouden bij het wetsontwerp dat aan het Parlement wordt voorgelegd ook twee concordantietabellen gevoegd moeten worden, waarvan de eerste, ten aanzien van de verschillende bepalingen van de betrokken richtlijnen melding moet maken van de ontworpen bepalingen waarin die richtlijnen worden omgezet, en waarvan de tweede de overeenstemming geeft tussen de bepalingen van het voorontwerp van wet en die van de richtlijnen.

Die tabellen zijn immers zeer nuttig, niet alleen voor de wetgevende vergadering die dat ontwerp behandelt, maar ook voor degene voor wie die regelgeving bestemd is:

a) de wetgevende vergadering kan zich met kennis van zaken uitspreken omtrent de keuze van de middelen die de steller van het ontwerp wenst aan te wenden om het door de richtlijn vereiste resultaat te verkrijgen;

b) deze tabellen kunnen ervoor zorgen dat de uitoefening van het amenderingsrecht de grenzen niet te buiten gaat van de beoordelingsbevoegdheid die het Europese recht aan de lidstaten toekent;

c) ze kunnen eveneens verhinderen dat de wetgevende vergadering naar aanleiding van de omzetting zou overwegen bepalingen toe te voegen die reeds bestaan in de interne rechtsorde of die tot de bevoegdheid van een andere overheid behoren;

d) degene voor wie de wetgevende regels bestemd is, kan aldus de oorsprong ervan nagaan.⁴

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikelen 6 en 7

De volgorde van de artikelen 6 en 7 moet worden omgekeerd teneinde de volgorde van de bepalingen die gewijzigd worden in acht te nemen.

Artikel 7

In de bepaling onder 1° dient het volgende geschreven te worden:

“1° in paragraaf 1, eerste lid, (...)”.

⁴ *Ibid.*, aanbevelingen 191 tot 194.

Artikel 8

In paragraaf 4 dienen de woorden “en 4°” ook ingevoegd te worden tussen de woorden “§ 1, tweede lid, 3°” en de woorden “wordt dit medegedeeld”.

Artikelen 17, 18, 19 en 21

1. Als gevolg van de wijzigingen die in de artikelen 42*ter* en 42*quater* van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ zouden worden aangebracht (artikelen 17 en 18 van het voorontwerp), zou de verplichting die thans voor de minister of zijn gemachtigde geldt om rekening te houden met “de duur van het verblijf van de betrokkene in het Rijk, diens leeftijd, gezondheidstoestand, gezins- en economische situatie, sociale en culturele integratie in het Rijk en de mate waarin hij bindingen heeft met zijn land van herkomst”, voor elk besluit om een einde te maken aan het verblijf van de familieleden van een burger van de Europese Unie, alleen nog maar in één geval van toepassing zijn, namelijk wanneer uitgemaakt moet worden of dat familielid of die familieleden een onredelijke belasting vormen voor het socialebijstandstelsel van het Rijk. Van de verschillende criteria die krachtens de huidige artikelen 42*ter* en 42*quater* in overweging moeten worden genomen, welke criteria identiek zijn met die vermeld in artikel 28, lid 1, van richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 ‘betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1612/68 en tot intrekking van de Richtlijnen 64/221/EEG, 68/360/EEG, 72/194/EEG, 73/148/EEG, 75/34/EEG, 75/35/EEG, 90/364/EEG, 90/365/EEG en 93/96/EEG’, wordt in de ontworpen bepalingen daarenboven alleen het criterium van de “duur van het verblijf in het Rijk” uitdrukkelijk vermeld. De criteria inzake “leeftijd”, “gezondheidstoestand”, “gezins- en economische situatie”, “sociale en culturele integratie in het Rijk” en “de mate waarin hij bindingen heeft met zijn land van herkomst” worden daarentegen niet langer uitdrukkelijk vermeld, aangezien deze criteria bij de artikelen 18 en 19 van het voorontwerp vervangen worden door het generieke criterium van de “persoonlijke situatie” van de betrokkene, terwijl in de commentaar bij deze artikelen geen reden voor deze wijziging wordt opgegeven⁵.

Bovendien zou de wijziging die in artikel 43 van de wet van 15 december 1980 wordt aangebracht (artikel 21 van het voorontwerp), de minister of zijn gemachtigde uitdrukkelijk verplichten om met die onderscheiden criteria alleen rekening te houden als wordt overwogen om een einde te maken aan het verblijf van een familielid van een burger van de Europese Unie om redenen van openbare orde, van nationale veiligheid of van volksgezondheid.⁶

⁵ Er kan echter opgemerkt worden dat de criteria die in de ontworpen bepalingen vermeld worden, opgesomd zijn in overweging (16) van richtlijn 2004/38/EG.

⁶ In de commentaar bij artikel 21 in de memorie van toelichting wordt ditmaal uitdrukkelijk verwezen naar artikel 28, lid 1, van richtlijn 2004/38/EG.

Een dergelijk procédé van wetgeving, dat ertoe zou leiden dat geen onderzoek van de evenredigheid meer uitgevoerd zou hoeven te worden voor elk besluit om een einde te maken aan het verblijf van familieleden van een burger van de Europese Unie genomen met toepassing van de artikelen 42*ter* en 42*quater* van de wet van 15 december 1980, lijkt niet te zorgen voor een correcte omzetting van de artikelen 15, lid 1, 28, lid 1, en 31, lid 3, van richtlijn 2004/38/EG⁷, welke bepalingen, in onderlinge samenhang gelezen, het mogelijk lijken te maken ervan uit te gaan dat als “procedurele waarborgen” die bij analogie voor dit type beslissing geboden moeten worden, de verplichting om de evenredigheid van een verwijderingsmaatregel te onderzoeken, inzonderheid op basis van de criteria vermeld in artikel 28, lid 1, van de richtlijn, ook geldt wanneer de overheid overweegt om een familielid van een burger van de Europese Unie te verwijderen “om andere redenen dan openbare orde, openbare veiligheid of volksgezondheid”. Wellicht dient het derde lid in de huidige artikelen 42*ter* en 42*quater* behouden te worden en moeten de criteria die specifiek in aanmerking genomen moeten worden om bovendien te beoordelen of het familielid van een burger van de Europese Unie al dan niet een onredelijke belasting voor het socialebijstandstelsel van het Rijk is, vastgelegd worden, hetzij in een nieuw lid, hetzij in het tweede lid, dat zou worden hersteld.

2. Een gelijksoortige opmerking kan gemaakt worden in verband met de wijziging die aangebracht wordt in artikel 42*bis* van de wet van 15 december 1980 (artikel 17 van het voorontwerp), wanneer het erom gaat een einde te maken aan het verblijfsrecht van de burger van de Europese Unie, in zoverre de ontworpen bepaling eveneens alleen betrekking heeft op het geval waarin onderzocht moet worden of de burger van de Europese Unie een onredelijke belasting voor het socialebijstandstelsel van het Rijk vormt.

3. Weliswaar wordt in artikel 45 van de wet van 15 december 1980 bepaald dat de burger van de Europese Unie en zijn familieleden die een recht op verblijf hebben in het kader van een verblijf voor minstens een jaar, slechts bij koninklijk besluit tot uitzetting en na het advies van de Commissie van advies voor vreemdelingen van het grondgebied verwijderd kunnen worden en zal de wijziging die aangebracht wordt in artikel 20 van de wet van 15 december 1980 (artikel 14, 2°, van het voorontwerp) net tot gevolg zal hebben dat, bij het nemen van dit besluit tot uitzetting, de evenredigheid onderzocht zal moeten worden op basis van de criteria “duur van het verblijf in het Rijk, leeftijd van de betrokkene, gevolgen voor de betrokkene en de leden van zijn gezin en het bestaan van banden met het land van herkomst of het ontbreken ervan”.

Het is echter zeer de vraag of met die twee bepalingen alle gevallen kunnen worden gedekt waarin in de zin van artikel 15, lid 1, van richtlijn 2004/38/EG, een “besluit [...] ter beperking van het vrij verkeer van [burger van de Unie of [hun] familieleden [...] om andere redenen dan openbare orde, openbare veiligheid of volksgezondheid” genomen kan worden.

⁷ Voor de familieleden van onderdanen van derde landen, zie artikel 17 van richtlijn 2003/86/EG van de Raad van 22 september 2003 ‘inzake het recht op gezinshereniging’.

4. De artikelen 17, 18 en 19 van het voorontwerp moeten opnieuw onder de loep genomen worden en, in voorkomend geval, herzien worden in het licht van de voorgaande opmerkingen om voor de volkomen omzetting van richtlijn 2004/38/EG te zorgen. De memorie van toelichting dient hoe dan ook op dit punt aangevuld te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY